

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

**CONSEIL DEPARTEMENTAL**

Commission Permanente du vendredi 22 novembre 2024

Membres en exercice : 26  
Présents : 15  
Procurator(s) : 3  
Absent(s) : 8  
Nombres de votants : 18  
Votes pour : 18  
Vote(s) contre : 0  
Abstention(s) : 0  
Date de la convocation : jeudi 14 novembre 2024

**DELIBERATION N°DL\_CP2024\_0285**

**Portant sur le projet de décret modifiant le décret n°2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-deux novembre, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte.

Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

**Conseillers départementaux présents :**

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Soibahadine NDAKA, Monsieur Ali OMAR, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Nadjima SAID, Madame Zamimou AHAMADI, Madame Echati ISSA, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Farianti MDALLAH, Monsieur Nadjayedine SIDI, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saindou ATTOUMANI, Madame Sohirat EL HADAD, Madame Zaounaki SAINDOU

**Conseillers départementaux représentés :**

Madame Zouhourya MOUAYAD BEN donne pouvoir à Monsieur Abdoul KAMARDINE, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI donne pouvoir à Monsieur Ali OMAR, Madame Rosette VITTA donne pouvoir à Madame Bibi CHANFI

**Conseillers départementaux absents :**

Monsieur Madi Moussa VELOU, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Mariam SAID KALAME, Monsieur Soula SAID SOUFFOU, Madame Hélène POLLOZEC, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Elyassir MANROUFOU, Monsieur Alain SARMENT

**Secrétaire de séance désignée :**

Madame Farianti M'DALLAH

**Le Président constate que le quorum est atteint,**

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_0197 du 1<sup>er</sup> juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération n°DL\_AP2021\_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du Conseil départemental données à sa Commission permanente ;
- Vu** la lettre de saisine du Préfet de Mayotte en date du 25 septembre 2023 ;

**Considérant** le rapport n°2024-2407 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;

**Considérant** l'avis de la Commission Administration générale, Transport et Transition écologique en date du 21 novembre 2024 ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,  
Le Conseil Départemental,

**DECIDE**

**Article 1 :** d'émettre un avis favorable au projet de décret relatif à la subvention accordée aux services de radio ;

**Article 2 :** en application des dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication «et affichage» et sa transmission au représentant de l'État dans le Département.

**Pour extrait certifié conforme  
Le Président du Conseil départemental**

**Ben Issa OUSSENI**



Le Secrétariat Général

Mamoudzou, le 04 octobre 2024

Le préfet de Mayotte  
Délégué du Gouvernement

à

Monsieur le président du Conseil départemental

BP 101

97600 MAMOUDZOU



 04 NOV. 2024

**Objet :** Projet de décret de décret modifiant le décret n°2006 1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n°86 1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

**P. Jointe: 2**

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le projet de décret de décret modifiant le décret n°2006 1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n°86 1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.

En application de l'article L. 3444-1 du code général des collectivités territoriales, je vous serais obligé de bien vouloir recueillir l'avis du conseil départemental sur ce texte, **selon la procédure d'urgence.**

Je vous remercie de bien vouloir nous le transmettre par messagerie aux adresses suivantes :

[secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr](mailto:secretariat-sg@mayotte.pref.gouv.fr)  
[consultation@mayotte.pref.gouv.fr](mailto:consultation@mayotte.pref.gouv.fr)

Je vous rappelle que l'avis du conseil départemental est à notifier expressément sous délai de **15 jours** en cas d'urgence sur demande du représentant de l'État.

Sans réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé acquis.

Pour le préfet et par délégation,  
Le sous-préfet, secrétaire général

  
Sabry HANI

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la culture

Décret n° du  
modifiant le décret n°2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80  
de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

NOR : MICE2427099D

***Publics concernés :** services de radio diffusés par voie hertzienne édités par des associations et accomplissant une mission de communication sociale de proximité.*

***Objet :** modification du décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication.*

***Entrée en vigueur :** le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

***Notice :** le décret modifie le décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 relatif au fonds de soutien à l'expression radiophonique locale notamment pour permettre l'attribution d'une part complémentaire à la subvention d'exploitation aux services de radio dont les locaux permettant la réalisation d'une programmation d'intérêt local sont situés en outre-mer ou sur le territoire d'une commune classée en zone France ruralités revitalisation ou en zone de revitalisation rurale.*

***Références :** le texte modifié par le décret peut être consulté, dans sa rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<https://www.legifrance.gouv.fr>).*

**Le Premier ministre,**

Sur le rapport de la ministre de la culture,

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication, notamment ses articles 29 et 80 ;

Vu le décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 modifié pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication ;

Vu l'avis du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en date du \_\_\_\_ ;

Vu l'avis du gouvernement de la Polynésie française en date du \_\_\_\_ ;

Vu l'avis du conseil régional de la Guadeloupe en date du \_\_\_\_ ;

Vu l'avis du conseil régional de la Guyane en date du \_\_\_\_ ;

Vu l'avis du conseil régional de la Martinique en date du \_\_\_\_\_ ;  
Vu l'avis du conseil régional de La Réunion en date du \_\_\_\_\_ ;  
Vu l'avis du conseil départemental de la Guadeloupe en date du \_\_\_\_\_ ;  
Vu l'avis du conseil départemental de la Guyane en date du \_\_\_\_\_ ;  
Vu l'avis du conseil départemental de la Martinique en date du \_\_\_\_\_ ;  
Vu l'avis du conseil départemental de La Réunion en date du \_\_\_\_\_ ;  
Vu l'avis du conseil départemental de Mayotte en date du \_\_\_\_\_ ;  
Vu l'avis du conseil territorial de Saint-Barthélemy en date du \_\_\_\_\_ ;  
Vu l'avis du conseil territorial de Saint-Martin en date du \_\_\_\_\_ ;  
Vu l'avis du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du \_\_\_\_\_ ;

Vu l'avis n° ..... de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique en date du ..... ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

### **Décète :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

L'article 5 du décret du 25 août 2006 susvisé est ainsi modifié :

1° Au cinquième alinéa, après le mot : « fréquence » sont insérés les mots : « ou d'amplitude » ;

2° Après le cinquième alinéa, il est inséré quatre alinéas ainsi rédigés :

« Le service de radio se voit attribuer une part complémentaire à sa subvention d'exploitation lorsque les locaux, désignés au quatrième alinéa du présent article, sont situés :

- soit sur le territoire d'une commune classée, en métropole, en zone de revitalisation rurale au sens de l'article 44 quindecies du code général des impôts, d'une commune classée en zone France ruralités revitalisation au sens de l'article 44 quindecies A du même code ;
- soit dans l'une des collectivités d'outre-mer suivantes : Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna et Terres australes et antarctiques françaises.

Dans la limite des crédits disponibles à cet effet, dont la part est fixée chaque année par le directeur général des médias et des industries culturelles, cette aide complémentaire est répartie entre chaque service au prorata du montant perçu en application du barème prévu au premier alinéa du présent article. Le montant total de cette aide complémentaire ne peut excéder, chaque année, 10 % du total des crédits ouverts pour les aides du présent décret. ».

## Article 2

A l'article 25 du même décret , les mots : « du décret n° 2023-108 du 16 février 2023 » sont remplacés par les mots : « du décret n° ... du ... ».

## Article 3

La ministre de la culture, le ministre auprès du Premier ministre, chargé des outre-mer et le ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics, sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

La ministre de la culture,

Rachida DATI

Le ministre auprès du Premier ministre, chargé des outre-mer

François-Noël BUFFET

Le ministre auprès du Premier ministre, chargé du budget et des comptes publics

Envoyé en préfecture le 11/12/2024

Reçu en préfecture le 11/12/2024

Publié le



ID : 976-229850003-20241211-DL2211240285-DE

Laurent SAINT-MARTIN

**DECRET MODIFIANT LE DECRET N° 2006-1067 DU 25 AOUT 2006 PRIS POUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 80 DE LA LOI N° 86-1067 DU 30 SEPTEMBRE 1986 RELATIVE A LA LIBERTE DE COMMUNICATION**

**APPLICATION OUTRE-MER**

L'article 108 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication dispose :

*« La présente loi est applicable dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022. »*

*Les références de la présente loi à des dispositions qui ne sont pas applicables à Mayotte, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, à Saint-Pierre-et-Miquelon, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises sont remplacées par les références aux dispositions ayant le même objet applicables localement. »*

Le décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de la loi précitée est donc rendu applicable en outre-mer en son article 25.

Le projet de décret en objet modifie ledit décret du 25 août 2006.

En conséquence, il actualise le « compteur lifou » inséré à l'article 25 du décret du 25 août 2006.

Par ailleurs, une adaptation est prévue pour l'application dans les outre-mer pour ce qui concerne le critère d'éligibilité, distinct de celui applicable en métropole, à la part complémentaire de la subvention d'exploitation,

Compte tenu de cette adaptation, la consultation obligatoire de l'ensemble des collectivités ultramarines est nécessaire.



Décret modifiant le décret n° 2006-1067 du 25 août 2006 pris pour l'application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

NOR : MICE2427099D

Ministère (par ordre protocolaire)	Direction	Civilité	Prénom	Nom	Fonctions (par ordre protocolaire)	Mail	Téléphone fixe	Téléphone portable
Ministère de la culture	Direction générale des médias et des industries culturelles	Mme	Florence	PHILBERT	Directrice générale	<a href="mailto:florence.philbert@culture.gouv.fr">florence.philbert@culture.gouv.fr</a>		
Ministère de la culture	Direction générale des médias et des industries culturelles	M.	Arnaud	SKRZYERBAK	Chef de service	<a href="mailto:arnaud.skrzyerbak@culture.gouv.fr">arnaud.skrzyerbak@culture.gouv.fr</a>		
Ministère de la culture	Direction générale des médias et des industries culturelles	M.	Ludovic	BERTHELOT	Chef du service des médias	<a href="mailto:ludovic.berthelot@culture.gouv.fr">ludovic.berthelot@culture.gouv.fr</a>		
Ministère de la culture	Direction générale des médias et des industries culturelles	Mme	Laure	LECLERC	Sous-directrice de l'audiovisuel	<a href="mailto:laure.leclerc@culture.gouv.fr">laure.leclerc@culture.gouv.fr</a>		
Ministère de la culture	Direction générale des médias et des industries culturelles	M.	Sébastien	CROIX	Chef du bureau du régime juridique de l'audiovisuel	<a href="mailto:sebastien.croix@culture.gouv.fr">sebastien.croix@culture.gouv.fr</a>		
Ministère de la culture	Direction générale des médias et des industries culturelles	M.	Guillaume	MEUNIER	Adjoint au chef du bureau du régime juridique de l'audiovisuel	<a href="mailto:guillaume.meunier@culture.gouv.fr">guillaume.meunier@culture.gouv.fr</a>		
Ministère de la culture	Direction générale des médias et des industries culturelles	M.	Jordane	DULIN	Chargé de mission au bureau du régime juridique de l'audiovisuel	<a href="mailto:jordane.dulin@culture.gouv.fr">jordane.dulin@culture.gouv.fr</a>		
Ministère de la culture	Direction générale des médias et des industries culturelles	M.	Thibault	ROSSIGNOL	Chef du bureau des médias privés, de la production et de la publicité	<a href="mailto:thibault.rossignol@culture.gouv.fr">thibault.rossignol@culture.gouv.fr</a>		
Ministère de la culture	Direction générale des médias et des industries culturelles	Mme	Mireille	NAHMANY	Adjointe au chef du bureau des médias privés, de la production et de la publicité	<a href="mailto:mireille.nahmany@culture.gouv.fr">mireille.nahmany@culture.gouv.fr</a>		
Ministère des outre-mer	DGOM	M.	Guillaume	Barraud	chef du bureau du droit privé et du droit des activités économiques et sociales	<a href="mailto:guillaume.barraud@outre-mer.gouv.fr">guillaume.barraud@outre-mer.gouv.fr</a>		
Ministère des outre-mer	DGOM	M.	Franck	Flores	adjoint au chef du bureau du droit privé et du droit des activités économiques et	<a href="mailto:franck.flores@outre-mer.gouv.fr">franck.flores@outre-mer.gouv.fr</a>	01.53.69.23.65	
Ministère des outre-mer	DGOM	M.	Ludovic	Maurice	chargé de mission	<a href="mailto:ludovic.maurice@outre-mer.gouv.fr">ludovic.maurice@outre-mer.gouv.fr</a>	01.53.69.23.75	

Envoyé en préfecture le 11/12/2024

Reçu en préfecture le 11/12/2024

Publié le

ID : 976-229850003-20241211-DL2211240285-DE

